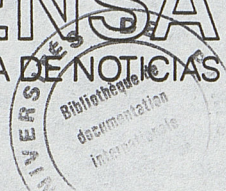




# ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS



7° année / N° 300

du 13 au 19 décembre 1988

## POLITIQUE

L'URNG blanchie de l'accusation de massacre  
L'armée face aux travailleurs  
La SIP : Le gouvernement viole la liberté de la presse  
Le gouvernement rejette les conditions des réfugiés  
On exige le respect des accords de Genève

## MOUVEMENT POPULAIRE

L'UNSI TRAGUA interpelle le gouvernement

## SITUATION SOCIALE

Le quetzal a perdu 48% de son pouvoir d'achat

## DROITS DE L'HOMME

Le GAM dénonce la campagne de l'armée à son égard

4° P. 12315

POLITIQUE

L'URNG BLANCHIE DE L'ACCUSATION DE MASSACRE

Un premier rapport du Tribunal des droits de l'homme a exclu la possibilité que la guérilla soit responsable du massacre de 22 paysans du Chimaltenango. Le procureur Gonzalo Menendez de la Riva a réaffirmé l'indépendance du Tribunal et rejeté les insinuations du président Cerezo selon qui "le Tribunal n'ose pas accuser la guérilla des événements de El Aguacate". Le procureur ne croit pas à l'existence de témoins de la tuerie, comme le prétend l'armée. L'ambassadeur d'Allemagne fédérale au Guatemala, Klaus Jargen Singer a demandé des éclaircissements sur ces actes qui ont ému l'opinion internationale.

L'ARMEE FACE AUX TRAVAILLEURS

Les troupes de l'armée ont pénétré le 17 décembre dans le domaine agricole Mixquena dans la municipalité de Patulul, département du Suchitepequez, pour en déloger les travailleurs qui réclament une augmentation de salaire. Par ailleurs, les troupes de la Garde présidentielle ont de même occupé les installations de la Croix rouge guatémaltèque, qui connaît également un conflit du travail.

LA SIP : LE GOUVERNEMENT VIOLE LA LIBERTE DE LA PRESSE

La société interaméricaine de presse, après une réunion avec les autorités gouvernementales, les représentants des moyens de communication et les associations, a affirmé que le gouvernement guatémaltèque "exerce des pressions portant atteinte à la liberté d'expression dans le pays". La SIP se déclare préoccupée par la fermeture des journaux télévisés Aqui el Mundo et Siete Dias et la destruction des locaux de l'hebdomadaire La Epoca.

LE GOUVERNEMENT REJETTE LES CONDITIONS DES REFUGIES

Le 13 décembre, le gouvernement guatémaltèque a rejeté les conditions posées par les réfugiés guatémaltèques à leur retour au pays. Il n'a pas voulu reconnaître la représentativité des commissions élues par les membres des camps de réfugiés sur le territoire mexicain.

ON EXIGE LE RESPECT DES ACCORDS DE GENEVE

Le 14 décembre l'Association des avocats du Guatemala a demandé au président Cerezo de respecter les accords de Genève relatifs aux conflits armés et à la protection de la population civile. Pour sa part, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque a dénoncé la poursuite des bombardements par l'armée sur les régions de San Lucas, Santo Tomas, Resurreccion et Salbal, dans la municipalité de Ixcán, département du Quiché. Rodrigo Perez Gabriel a demandé au président Cerezo de se mettre en contact avec l'URNG pour négocier la libération de son fils, un soldat capturé par la guérilla au cours d'un combat.

MOUVEMENT POPULAIRE

L'USITRAGUA INTERPELLE LE GOUVERNEMENT

Le 19 décembre, l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala a publiquement exigé du gouvernement et des institutions judiciaires la résolution du conflit de l'entreprise Petrosteel. Les travailleurs de cette entreprise occupent les locaux et demandent la négociation d'une convention collective.

Par ailleurs, la Centrale des travailleurs ruraux a dénoncé l'existence d'une série de brimades à l'encontre des coupeurs de canne à sucre, de coton et de café dans les régions de l'Altiplano et de la côte sud ; elle demande qu'une enquête soit réalisée sur ces faits.

SITUATION SOCIALE

LE QUETZAL A PERDU 48% DE SON POUVOIR D'ACHAT

Une analyse du Club Rotario divulguée le 18 décembre fait apparaître que le coût de la vie au Guatemala a doublé au cours des cinq dernières années et que le quetzal a perdu 48% de son pouvoir d'achat.

70% de la population ne peut actuellement faire face aux dépenses de base.

DROITS DE L'HOMME

LE GAM DENONCE LA CAMPAGNE DE L'ARMEE A SON EGARD

Le 14 décembre, le GAM a dénoncé la campagne de pressions psychologiques menée par l'armée à son égard, afin de le déstabiliser et d'entraver son activité. Selon Nineth de Garcia, présidente du Groupe d'appui mutuel aux proches des disparus, la campagne est dirigée par le département psychologique de l'armée dans le but de "nous désespérer et de détruire notre organisation".